



JEUNES ET TERRITOIRES

Regards croisés pour agir différemment en faveur de la jeunesse

Journée 5 décembre 2018 – Résumé

Rappel des objectifs de la journée

Cette journée est née d'une réflexion construite il y a plus d'un an. Elle fait suite à l'échec d'une formation organisée en direction de jeunes à la recherche d'une trajectoire professionnelle, formation prévue sur une semaine comprenant des ateliers classiques tels que : rédaction d'un CV, des rencontres de professionnels et des immersions en entreprise. Sur la vingtaine de participants attendue seuls trois furent au rendez-vous. Le 3 décembre 2017 était organisée par la Direction de la cohésion sociale de la Communauté d'Agglomération d'Epinal et de la politique de la ville une réunion (une quarantaine d'intervenants auprès des jeunes) afin de réfléchir collectivement à l'élaboration de réponses à apporter vis à vis de la difficulté de mobilisation des publics jeunes sur des actions construites pour eux. Sur cette base un petit groupe d'acteurs a été amené à se réunir au cours de l'année 2018 pour bâtir, avec l'appui de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), cette journée.

L'objectif était de réfléchir collectivement à l'élaboration de réponses par rapport à la difficile mobilisation des publics jeunes (notamment résidents en quartiers prioritaires de la politique de la ville) par rapport aux actions proposées (en particulier dans le champ de l'emploi, de l'insertion mais aussi dans le domaine culturel, du sport ou encore des loisirs).

Dans cette perspective il s'agissait, à l'occasion de cette journée de :

- Comprendre les processus de mobilisation et de participation des jeunes ainsi que leurs attentes.
- Identifier de nouveaux modes d'intervention avec et auprès des jeunes.
- S'inscrire dans des processus de co-construction entre professionnels et jeunes.
- Penser des modes de collaboration renouvelés pour faire face à ces enjeux.

Dans le cadre du travail préparatoire à cette journée, deux enjeux avaient plus particulièrement été mis en avant face à cette difficile mobilisation : une inadaptation des modalités de communication, une nécessaire réflexion sur les modalités d'intervention des professionnels auprès de ces jeunes mais aussi des types de dispositifs proposés.

Par ailleurs un certain nombre de conditions avaient d'ores et déjà été identifiées, à savoir la dimension partenariale du travail à engager (en inter-acteurs), la nécessité de s'inscrire dans une logique de co-production avec les jeunes eux-mêmes. Elles ont été réaffirmées dans le cadre de la journée.

Ces éléments ont également déterminé le choix des intervenants invités et les modalités de travail proposées.

Éléments préalables aux échanges

En introduction de la journée, le nombre important et la diversité des actions déjà menées en direction des jeunes ont été précisés, qu'elles soient portées par la Communauté d'Agglomération, la Ville de Epinal, le Conseil Régional ou encore l'Etat. Les modalités d'engagement proposées aux jeunes ont été présentées.

Pour autant le diagnostic reste le même : un public qui « profite » peu de l'offre existante, un public jeunes difficile à toucher.

Les défis identifiés sont les suivants : la nécessité de co-construire les réponses avec les jeunes eux-mêmes, l'importance des enjeux d'information et de communication, le renforcement de l'accompagnement des jeunes rencontrant le plus de difficultés, l'adaptation des dispositifs existants aux réalités des jeunes,....

Il a été rappelé la diversité de vécu et d'expériences des jeunes eux-mêmes. Si l'action publique mise en œuvre doit s'adresser à tous les jeunes, elle se doit de porter une attention particulière à ceux qui rencontrent les difficultés les plus importantes. Dans le même temps elle doit permettre une reconnaissance des réussites, des talents.

Dans son intervention Chafik HBILA a rappelé en premier lieu que les « jeunes sont une richesse pour un territoire ». Il nous a invités à réfléchir à plusieurs aspects :

- Le recours récurrent à la notion d'autonomie dans les politiques mises en œuvre en faveur de la jeunesse.
- L'évolution des processus de socialisation (de l'identification à l'expérimentation).
- L'importance du territoire de vie dans le vécu et les trajectoires des jeunes.
- La nécessité de rendre lisible et appropriable la politique jeunesse tout en faisant un choix parmi les différentes approches possibles (différents référentiels existent : familialiste, scolaire-éducatif, contrôle social, insertion sociale et professionnelle, développement local, autonomie¹).

Il a invité les participants à réfléchir à une « approche globale et intégrée des politiques de jeunesse ». « Les politiques publiques dépendent de plus en plus d'approches intégrées, liées à la constitution de partenariats entre des acteurs multiples chargés de gérer des problèmes publics dont personne n'est totalement propriétaire mais dont tout le monde est plus ou moins locataire ou copropriétaire. La qualité et l'équilibre d'un territoire dépendent de la mise en cohérence des actions entreprises et des réalisations produites. » Cf. Patrice Duran.

Cette approche est d'autant plus nécessaire que les jeunes sont des publics « non captifs », dont les préoccupations intéressent toutes les dimensions de l'action publique (loisirs, mobilité, transports, sports, formation, insertion sociale et professionnelle, prévention, santé, culture, logement, etc.).

La jeunesse constitue de fait un objet politique transversal qui nécessite de dégager des priorités autour d'un projet qui fasse sens (vision intégrée de la jeunesse) à partir de toutes les délégations politiques d'une ville, en articulation avec les compétences des autres collectivités : intercommunalité, département, région et en articulation avec les politiques de l'Etat et de la CAF.

Enfin il est revenu sur la notion de co-construction, qui vise à répondre aux enjeux suivants :

- Construire l'autonomie des jeunes en leur permettant de passer du « modèle de l'identification au modèle de l'expérimentation ».
- Permettre de les préparer aux prises de responsabilités futures : « parmi les différentes catégories de population, la jeunesse est celle sur laquelle pèse le plus fortement à la fois les

¹ Pour en savoir plus sur ces référentiels se reporter au powerpoint relative à l'intervention de C. HBILA.

obligations de citoyenneté et la nécessité de renouvellement de la société nationale. » (Patricia Loncle). L'engagement de la jeunesse invente ou préfigure la société de demain.

- Inciter à l'« empowerment »² pour faire face à la crise des institutions et des politiques publiques.
- Faire vivre les valeurs de la République (ex. service civique) dans une logique de cohésion sociale.

Éléments issus des temps d'échanges (ateliers, plénière)

La fin de matinée a permis aux participants de travailler autour de 4 sujets :

- ➔ L'éducation populaire peut-elle être un moyen de construire collectivement des réponses face aux demandes des jeunes ? A quelles conditions ?
- ➔ Comment faire évoluer les cadres d'intervention et/ou de financement pour permettre de répondre aux défis de l'action en direction de la jeunesse ?
- ➔ Comment changer les regards des jeunes sur les acteurs de l'emploi et de la formation et de ces derniers sur les jeunes pour favoriser leur insertion socio-professionnelle ?
- ➔ Quel(s) regard(s) portent les jeunes sur les actions qui leur sont proposées ? Quelles pistes pour optimiser les actions mises en œuvre et/ou pour en construire de nouvelles ?

Cinq ateliers ont été organisés dont 4 centrés sur des échanges entre professionnels et/ou décideurs. Cette approche en ateliers a permis de mettre en avant, à partir de constats partagés, les freins et leviers pour l'action ainsi qu'un certain nombre de conditions pour permettre la construction de réponses avec et pour les jeunes. Quel que soit l'entrée retenue les freins et leviers mis en avant apparaissent assez convergents.

Les acteurs reconnaissent le recours possible à de nombreux dispositifs ainsi que la mobilisation de nombreux acteurs. C'est à la fois un atout (richesse des opportunités) mais aussi un point faible car il apparaît complexe de s'y retrouver. Parfois, les acteurs ne se connaissent pas suffisamment, et n'ont pas une vision précise des actions et dispositifs développés par les autres. Globalement un grand nombre de jeunes trouvent des réponses à leurs questions, restent que certains, notamment parmi les plus vulnérables, restent en marge.

Des obstacles ont été identifiés au niveau des jeunes eux-mêmes.

- Certains sont liés à des aspects objectifs comme les problèmes de mobilité, les freins sociaux voire culturels mais aussi un manque de compétence de l'outil informatique (en dépit d'une maîtrise des réseaux sociaux). La cellule familiale constitue également un aspect déterminant, à la fois en terme d'effet de reproduction de difficultés mais aussi dans sa capacité ou non d'être un appui pour les jeunes.
- Mais d'autres obstacles sont liés aux « comportements » des jeunes eux-mêmes : frilosité face aux contraintes de mobilité, auto-exclusion ou auto-censure (notamment au niveau des jeunes filles) par rapport à certains dispositifs, difficulté de l'engagement dans la durée (engagement ponctuel / immédiateté des logiques de consommation).
- Les professionnels estiment que les jeunes sont sous pression et qu'ils font souvent état de fatalisme. Ceci étant les obstacles répétitifs (exemple : problématique de l'accès à un stage en 3ème) construisent des parcours complexes. Ces vécus peuvent porter atteinte à leur estime de soi et entraîner des problèmes de reconnaissance.

² L'empowerment, ou autonomisation, est l'octroi de davantage de pouvoir aux individus ou aux groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques auxquelles ils sont confrontés. Il renvoie aux notions également de « capacité d'agir » et de « pouvoir d'agir ».

D'autres obstacles enfin sont inhérents aux politiques publiques déployées. Les professionnels ont mis en avant le caractère très descendant des financements, relevant, de plus, d'une logique en « tuyaux d'orgue ».

Ainsi il a été souligné l'inadaptation des dispositifs existants qui répondent peu aux exigences exprimées par les jeunes (immédiateté), le caractère normatif de ces dispositifs, le fait que les démarches pour bénéficier d'un dispositif sont longues et complexes (documents à fournir). Les dispositifs ne laissent pas assez de place aux jeunes et à leurs désirs, ils sont très descendants.

L'Education nationale joue de fait un rôle particulier, d'une part et en premier lieu car elle est la première institution à laquelle ils sont confrontés de manière systématique et sur la durée et d'autre part du fait de l'exigence de choix qui est imposée aux jeunes. L'orientation joue un rôle de réceptacle des colères (focalisation des tensions). 80% des problèmes d'orientation résultent du fait que l'orientation se fait en fonction des places disponibles, du poids familial, de la distance entre le lieu de domicile et la formation et non sur la volonté du jeune et ses capacités.

Parmi les leviers permettant d'optimiser l'action, la construction d'une dimension relationnelle entre professionnel et jeune structurée autour d'une relation de confiance (ce qui nécessite du temps), construite dans la proximité et s'appuyant sur des démarches d'accompagnement constitue un enjeu majeur.

Au regard des échanges, il paraît plus que jamais nécessaire de prendre en compte le point de vue des jeunes eux-mêmes, de se garder de penser à leur place (références des professionnels différentes de celles des jeunes, pluralité des références utilisées par les jeunes eux-mêmes). Les exigences envers les jeunes sont nombreuses. Il ne faut pas tout attendre d'eux. Il est important de respecter leurs volontés, y compris celle de ne pas participer à telle ou telle action ou de ne pas se rendre dans telle ou telle structure. Le positionnement des professionnels envers les jeunes nécessite également d'être réinterrogé.

Dans cette perspective, les professionnels ont rappelé la nécessité de développer des modes d'intervention privilégiant le « aller vers », y compris auprès des « invisibles ».

Au-delà d'aller au-devant des jeunes (là où ils se trouvent), il faut également être en capacité de les accompagner, de leur donner envie. Pour certains c'est les « remettre en selle », c'est-à-dire leur donner de l'espoir, leur permettre de croire en leurs capacités. Cela passe par le fait d'écouter les jeunes, de connaître leurs besoins et leurs motivations, mais aussi de leur donner une vraie place, des responsabilités (écoute, dialogue, respect des jeunes et de leurs idées), la possibilité d'expérimenter mais aussi respecter leur liberté de s'engager ou non (« droit à l'erreur », droit d'essayer).

L'éducation populaire peut constituer un atout dans la mesure où elle peut donner des outils aux jeunes, développer leurs savoirs-être.

Il s'agit donc de travailler toutes les dimensions de l'action menée en direction des jeunes :

- les modes d'intervention des professionnels
- les compétences mobilisées
- les coopérations entre acteurs / professionnels
- l'offre proposée en termes d'actions.

Cette exigence d'évolution des modes d'intervention nécessite de reconnaître un travail de terrain qui n'est souvent pas quantifiable et peu visible. Cela suppose de s'inscrire dans une logique de moyens (en prenant en compte tous les coûts inhérents à ce type d'intervention) et non dans une logique de résultats, d'autant que l'impact de ce type d'action, qui s'inscrit souvent sur la durée, est rarement identifiable sur le court terme.

Il est apparu important de construire de l'action à l'échelon micro, en proximité entre professionnels et financeurs mais aussi de revoir les modalités d'évaluation des actions (évaluation partagée) et leur pérennisation sur la durée (donc en évitant le recours aux appels à projet annuels).

Plus globalement le défi repose sur la construction de relations de travail entre professionnels permettant de construire collectivement des réponses aux situations concrètes rencontrées par les jeunes (y compris pour ceux rencontrant des difficultés d'accessibilité liées au handicap). Il s'agit de renforcer la connaissance entre acteurs ainsi que celle des dispositifs portés par les uns et les autres. Il serait pertinent de construire et d'animer un réseau de professionnels sur la base d'un financement adapté (permettant ainsi la mise en réseau, le croisement des représentations, le partage d'analyse et d'évaluation, une coopération interinstitutionnelle...). Le réseau gagnera également à s'appuyer sur la mise en place d'espaces collaboratifs réunissant tous les acteurs dans une logique de reconnaissance et d'interconnaissance entre les uns et les autres.

Le travail en inter-acteurs doit aussi permettre de réconcilier les jeunes avec l'école. Une place doit également être faite aux parents eux-mêmes.

Si certains dispositifs ne répondent pas aux attentes des jeunes, d'autres y répondent en permettant d'expérimenter, de disposer d'une rémunération, ... La présentation du dispositif « Coopérative Jeunesse de Services » (cf. power point) et de l'action menée sur Epinal le montre.

Ces dispositifs méritent donc d'être mieux identifiés, d'en renforcer la communication voire de les développer. De nouveaux dispositifs peuvent également constituer des atouts (Boussole des jeunes, Service National des Jeunes). Quoiqu'il en soit la demande porte sur une plus grande souplesse et une adaptabilité des dispositifs, mais aussi sur une prise en compte de la spécificité des territoires et des publics.

En termes de communication, de diffusion de l'information sur les actions, le choix des professionnels de développer une communication via les réseaux sociaux apparaît finalement inadapté dans la mesure où les jeunes mettent en avant le fait que les sollicitations officielles leur soient transmises par les réseaux classiques et non via les réseaux sociaux. Il serait peut-être opportun de revenir sur des invitations plus formalisées.

Plus globalement, il s'avère pertinent de valoriser les « réussites » (toutes formes de réussite, pas seulement dans le champ de l'emploi), mais aussi les compétences que les jeunes ont et plus globalement leur parcours. C'est par ce biais il s'agit de montrer que la réussite n'est pas automatiquement l'aboutissement d'un parcours linéaire. Agir ainsi doit donner envie aux autres jeunes d'en faire de même, de dire que c'est possible.

Parole de jeunes

Une grande partie des constats et préconisations mis en avant par les professionnels rejoignent ceux exprimés par les jeunes présents lors de cette journée. Toutefois, un « malentendu » demeure. En effet, une partie des jeunes présents ont vécu assez difficilement les interventions en plénière le matin. Il semble qu'il y ait eu une incompréhension entre ce qu'ils avaient compris de l'objectif de la journée et ce qu'ils ont vécu. Ces constats incitent à une attention plus soutenue sur les attentes et volontés de part et d'autre à l'occasion de la construction d'autres temps d'échanges en commun.

Ces jeunes, en particulier des jeunes filles, ont mis en avant un certain nombre de constats. Elles les ont exprimés en atelier (atelier dédié en fin de matinée) puis elles les ont formulés en plénière l'après-midi.

« On a envie de nous comprendre mais on ne nous écoute pas ». « On nous parle d'autonomie, on n'a aucune autonomie. » Les jeunes rencontrés estiment que les adultes ont des clichés sur les jeunes et qu'ils les orientent sur cette base. Ainsi les « adultes » parlent des jeunes mais pas de ce qu'ils vivent

au quotidien. Elles ont exprimé un ressenti de non-reconnaissance, d'absence de considération, de non prise en compte de leur choix (« On choisit pour nous et on ne se trouve pas à notre place. »). Elles ont mis en question ce qui leur est proposé (« On ne nous laisse pas une chance »). « C'est dur d'être rangé dans des cadres. Si on ne rentre pas dans les cases, on nous laisse seul ». Elles ont également mis en avant une demande d'accompagnement : « Pourquoi attendre d'être au fond pour pouvoir être aidée ? »

En termes d'attentes, elles demandent finalement que soient entendus leurs souhaits. Au regard des orientations subies plus que souhaitées, elles revendiquent un « droit à l'erreur », des dispositifs adaptés (« plus de formation en alternance »). Elles souhaitent également que soient « aidées les entreprises qui aident les jeunes ».

Elles ont mis en avant un certain nombre de dispositifs qui répondent, selon elles, à cet enjeu de respect d'initiatives, à savoir notamment le service civique (« On ne nous demande pas de diplôme, juste nos motivations. Il nous ouvre d'autres perspectives, il nous permet de sortir des critères de la seule réussite scolaire de l'orientation »), l'école de la 2^{ème} chance (« C'est une autre façon de faire l'école, on ne suit pas que des cours, des maths, du français »).

Elles ont témoigné de leurs expériences positives :

- Au titre du service civique. Le service civique permet, selon elles, de mettre l'accent sur la motivation plutôt que sur tel ou tel diplôme. (« On a l'impression que les gens nous considèrent seulement à travers le diplôme alors qu'on a tous une motivation »). Le service civique permet de prendre du recul, de faire des rencontres, d'échanger. Il permet de donner des responsabilités, met l'accent sur ce qui va, conforte la confiance.
- Grâce à la Garantie jeunes qui a permis à une des jeunes filles de suivre une autre voie professionnelle.
- Dans le cadre de l'Ecole de la 2^{ème} chance. Découverte via la mission locale, elle permet une remise à niveau, par exemple, pour trouver un stage et se donner un but.

Elles regrettent le manque d'information sur ces dispositifs au niveau de l'école et les contraintes en termes d'orientation scolaire (proposition vers des filières normées, des informations trop nombreuses et pas claires). Elles expriment le souhait, dans le cadre scolaire, de rencontrer d'autres jeunes ayant fait le même type d'expérience.

Pistes issus des échanges... pour aller plus loin

En termes d'enjeux les aspects suivants constituent des éléments récurrents à approfondir :

- Renouveler les modes d'intervention.
- Construire des accompagnements basés sur des relations de confiance s'inscrivant dans la durée et basée sur la prise en compte des jeunes, et de leurs attentes, dans le parcours à construire sachant que tous les jeunes ne s'impliquent pas de la même manière et n'ont pas les mêmes contraintes.
- Disposer d'espaces de rencontres, de lieux d'échanges (adultes : parents, professionnels, décideurs et jeunes).
- Promouvoir des dispositifs plus souples et adaptables répondant aux attentes des jeunes.
- Donner l'accès à l'information de manière à la rendre efficiente (multiplier les lieux : écoles ; les modalités : récit de parcours d'autres jeunes...).
- Valoriser le parcours scolaire et dans ce cadre les différents métiers afin de permettre des processus d'orientation plus optimum.

Sachant que la construction de ces modes d'intervention renouvelés nécessite une évolution du cadre proposé par les financeurs.

La réussite d'un parcours est aussi une histoire de sens, d'envie : permettre le droit à l'erreur, travailler sur l'envie, donner la possibilité de rester là où on a grandi... Pour autant la jeunesse reste plurielle et les réponses construites pour les uns peuvent ne pas répondre aux attentes des autres. L'enjeu étant de construire ensemble, et les jeunes pouvant être eux-mêmes des points d'appui par rapport à d'autres jeunes, plus en difficulté et/ou non identifiables par les professionnels.

Les onze jeunes filles qui se sont exprimées à la tribune dans l'après-midi ont proposé qu'une rencontre soit organisée. Le matin les jeunes pourraient se rencontrer entre eux (jeunes filles et jeunes gens) et travailler sur les attentes et propositions. L'après-midi pourrait être organisé un temps d'échanges « égalitaires » avec les professionnels et les institutions sur la base des éléments issus du travail du matin.